

**DGAC – TOUR DE CONTRÔLE AEROPORT ORLY**

**PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DES LOCAUX TERTIAIRES DU BATIMENT 401**

Bloc technique – Tour de contrôle d'Orly



**PHASE DCE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
LOT N°01 : DEMOLITION DESAMANTAGE**



**L B E I N G E N I E R I E**

101 bis avenue Eugène Delacroix

91210 DRAVEIL

Tél : 01.69.48.89.45 - Mail : [accueil@lbei.fr](mailto:accueil@lbei.fr)

**AOUT 2025**

## **SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>PRESCRIPTION GÉNÉRALE .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJETS DES TRAVAUX .....	3
1.2	CONTEXTE REGLEMENTAIRE .....	3
1.2.1.	EXIGENCE REGLEMENTAIRE .....	3
1.2.2.	ENLEVEMENT .....	5
1.2.3.	PHASAGE ET DELIMITATION DES ZONES DE TRAVAIL .....	5
1.2.4.	SUIVI ET TRAÇABILITE DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE .....	5
1.3	INSTALLATION DE CHANTIER SPECIFIQUES AU RETRAIT DE L'AMIANTE.....	6
1.3.1.	ETAT DES LIEUX .....	6
1.3.2.	ZONE D'APPROCHE .....	6
1.3.3.	SANITAIRES.....	7
1.3.4.	STATIONNEMENT, STOCKAGE .....	7
1.3.5.	APPROVISIONNEMENTS OU INTERVENTIONS SPECIFIQUES .....	7
1.3.6.	PROTECTIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES .....	7
1.3.7.	RESTITUTION DES LOCAUX.....	7
1.4	PROTECTION COLLECTIVE .....	7
1.5	TRAVAUX PREPARATOIRES.....	8
1.6	ALIMENTATION ELECTRIQUE.....	8
1.7	ALIMENTATION DU CHANTIER EN EAU.....	8
1.8	BRANCHEMENT EAU USEES ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS .....	9
1.9	CONFINEMENT DES ZONES DE TRAVAIL .....	9
1.10	REJETS, RENOUELEMENT D'AIR.....	9
1.11	DISPOSITION COMPLEMENTAIRE.....	10
1.12	DISPOSITIONS PARTICULIERES AU SITE .....	10
1.13	PROTECTION INDIVIDUELLE .....	11
1.14	PREVENTION POUR LA SANTE DES SALARIES.....	12
1.15	OUVRAGES CONTENANT DE L'AMIANTE .....	13
1.16	RESTITUTION DES LOCAUX, DES LIEUX OU DES INSTALLATIONS .....	13
1.17	ELIMINATION DES DECHETS .....	14
1.18	ORGANISATION DES CONTROLES.....	15
1.19	SECURITE CHANTIER.....	17
1.20	TRAVAUX DIVERS .....	19
<b>2</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>20</b>
2.1	TRAVAUX DE DEMOLITION / DEPOSE .....	20
2.1.1.	LISTE DES PRESTATIONS .....	20
2.1.2.	DETAIL DES PRESTATIONS .....	20
2.2	TRAVAUX DE DESAMIANTEMENT ET LIMITE DE PRESTATION .....	21
2.2.1.	LISTE DES PRESTATIONS .....	21
2.2.2.	PLAN DE RETRAIT.....	21
2.2.3.	INSTALLATIONS DE CHANTIER SPECIFIQUE AU RETRAIT DE L'AMIANTE.....	22
2.2.4.	DEPOSE DES REVETEMENTS AMIANTE SITUES EN PLAFOND .....	23
2.2.5.	DEPOSE DES REVETEMENTS DE SOLS AMIANTE .....	23
2.3	DECONNEXION DES RESEAUX ET TERMINAUX .....	24
2.4	DEPOSE DES CANALISATIONS .....	24
2.3.1.	ORIGINE DES INSTALLATIONS : .....	24
2.3.2.	DEPOSE DU RESEAU HYDRAULIQUE AVEC CALORIFUGE AMIANTE .....	24
2.5	GESTION DES BENNES POUR L'ENSEMBLE DES LOTS.....	25
2.6	NETTOYAGE FINAL APRES DEPOSES .....	25

## 1 PRESCRIPTION GÉNÉRALE

### 1.1 OBJETS DES TRAVAUX

Dans le cadre du projet de réaménagement des locaux à usage tertiaire du bâtiment 401 (Bloc technique de la tour de contrôle d'Orly). Le présent document concerne les prescriptions du lot n°01 : Démolition et désamiantage.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Les installations de chantier spécifiques au retrait de l'amiante ;
- Les travaux de protection des ouvrages conservés ;
- La dépose des cloisons, murs, portes, rampe, faux plafonds et sols non conservés ;
- La dépose de la cuisine ;
- La dépose des plinthes existantes ;
- La dépose des habillages et placards non conservés ;
- La dépose du coffrage d'habillage ;
- La dépose du faux plancher ;
- Les travaux de désamiantage ;
- L'évacuation des gravats à la décharge ;
- Le nettoyage final après dépose.

L'entreprise doit par ailleurs fournir dans son offre toutes les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour les travaux dans les locaux occupés, ainsi que la sécurité des occupants.

Le planning d'intervention définissant les phases de travaux est annexé au présent CCTP.

L'Entreprise est tenue de visiter le bâtiment avant la remise de son offre, afin d'évaluer toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer lors de l'exécution.

L'entreprise s'engagera sur les délais d'intervention pour la zone spécifique suivant le phasage élaboré par la maîtrise d'Œuvre.

L'entreprise devra au préalable avoir pris connaissance du lot n°00 - Clauses communes - applicable à tous les lots.

### 1.2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Les exigences réglementaires communes à tous les lots sont précisées au CCTP-00 Clauses commune.

#### 1.2.1. EXIGENCE REGLEMENTAIRE

L'entreprise devra respecter les obligations réglementaires en vigueur au moment de l'exécution de ses travaux dont les principaux textes sont, de façon non exhaustive, rappelés ci-après et se conformer aux exigences contractuelles de son marché.

Celles-ci sont à considérer comme minimales puisque l'entreprise doit prendre toute disposition permettant d'atteindre les résultats essentiels suivants :

- Protéger toute personne pénétrant dans la zone de confinement ;
- Empêcher la contamination d'autres zones ou de l'environnement ;
- Restituer les locaux traités dans un état de salubrité suffisant.

Les obligations réglementaires du titulaire se rapportent notamment à (liste non limitative) :

- Code du travail ;
- Code de la santé publique ;
- Normes françaises et européennes en vigueur ;
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante ;
- Arrêté du 14 décembre 2012 modifié fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant + rectificatif ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opération comportant un risque d'exposition à l'amiante + rectificatif ;
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors de l'opération comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 23 février 2012 modifié définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- Décret n° 96-445 du 22 mai 1996 modifiant et complétant les tableaux de maladies professionnelles ;
- Décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II, III du code de la santé publique ;
- Décret n° 2012-135 du 30 janvier 2012 relatif à l'organisation de la médecine du travail ;
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Décret n° 88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante ;
- Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets du Grand Est.

Recommandation R378 adoptée par le Comité Technique National des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics lors de sa réunion du 4 novembre 1997, relative aux

modalités d'exécution de travaux de dépose des matériaux en amiante-ciment utilisés en enveloppe des bâtiments ou accessoires extérieurs.

Pour les prestations n'entrant pas dans le domaine d'application des documents ci-avant, et à défaut de documents techniques précisant les conditions, règles et prescriptions d'exécution, l'entrepreneur devra, dans la mesure du possible, traiter ces travaux par analogie avec les conditions, règles et prescriptions énoncées dans les documents visés au présent lot ou à défaut, suivant les conditions, règles et prescriptions énoncées par le fabricant.

Il est rappelé à l'entreprise qu'elle doit, pour les travaux relatifs au désamiantage des locaux, assurer notamment :

- Une surveillance médicale adaptée, avec pour chaque travailleur l'établissement d'une fiche d'exposition à l'amiante ;
- Le respect du Code du Travail et conditions d'embauche :
  - travail à durée déterminée et temporaire – **interdiction** (A 08/10/90 article 1er) ;
  - travail des jeunes de moins de 18 ans – **interdiction** (D 17/08/78 article 1er information des salariés).

### **1.2.2.ENLEVEMENT**

Le principe de précaution pour ces méthodes de retrait doit tenir compte de l'empoussièrement attendu qui lui-même devra être aussi bas que techniquement possible, en accord avec le décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

### **1.2.3.PHASAGE ET DELIMITATION DES ZONES DE TRAVAIL**

Un phasage des travaux sera proposé de manière à respecter les contraintes liées au site et les interventions niveau afin de maintenir l'activité du bâtiment.

### **1.2.4.SUIVI ET TRAÇABILITE DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE**

En tenant compte de toutes les mesures réglementaires et de sécurités nécessaires (liste non exhaustive) :

- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante ;
- Règlement n°166/2006 du 18/01/06 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil ;
- Décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1,11, point a, de la directive 75/442 du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er paragraphe

4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux, modifiée par la décision 2001/118/CE de la Commission du 16 janvier 2001, par la décision 2001/119/CE de la Commission du 22 janvier 2001 et par la décision 2001/573/CE du Conseil du 23 juillet 2001 ;

- Code de l'environnement ;

Les déchets seront éliminés en installation d'inertage ou d'enfouissement.

Avant le démarrage des travaux, l'acceptation du gestionnaire de la décharge de recevoir les déchets sera fournie par l'entreprise au Maître d'œuvre.

Les équipements individuels jetables, et tous les matériels et matériaux exposés seront traités comme des déchets amiantés.

Les Bordereaux de Suivi des Déchets Amiantés (BSDA) seront remis au Maître d'œuvre en fin de chantier de désamiantage.

D'une manière générale, chaque quantité de déchets transportée fera l'objet d'un BSDA en trois volets, dont :

- un pour l'entreprise ;
- un pour le transporteur ;
- un pour le gestionnaire de la décharge.

Chaque BSDA sera établi par l'entreprise de désamiantage, chaque volet signé par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage devra posséder une copie certifiée conforme de chaque bordereau complet.

### **1.3 INSTALLATION DE CHANTIER SPECIFIQUES AU RETRAIT DE L'AMIANTE**

Les installations sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché et sous son entière responsabilité.

#### **1.3.1. ETAT DES LIEUX**

L'entreprise réalisera avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre un état des lieux du bâtiment et des abords avant intervention pour les travaux. Les frais de cet état des lieux seront à la charge de l'entrepreneur.

Un PV d'état des lieux devra être rédigé par l'entrepreneur avec photos.

#### **1.3.2. ZONE D'APPROCHE**

L'entreprise doit l'aménagement des installations de chantiers à l'intérieur du bâtiment, dans un local à proximité de chaque zone d'intervention. Ces zones seront balisées et

permettront l'établissement de la zone d'approche réglementaire pour toute opération de désamiantage.

### **1.3.3.SANITAIRES**

Les sanitaires du bâtiment 401 seront mis à disposition de l'entreprise par la MOA.  
Le maintien en condition opérationnelle des sanitaires chantier sera à la charge du présent lot.

### **1.3.4.STATIONNEMENT, STOCKAGE**

Des places de stationnement dédiées seront réservées aux entreprises intervenant sur le chantier. Le nombre de places sera défini en fonction des besoins et du planning des travaux, en coordination avec la maîtrise d'ouvrage.

Une zone de stockage des déchets extérieure sera mise à disposition de l'entreprise. Celle-ci aura en charge la mise en place de barrière type Héras de protection ainsi que tout dispositif visant à empêcher l'accès à cette zone.

### **1.3.5.APPROVISIONNEMENTS OU INTERVENTIONS SPECIFIQUES**

Lors de la visite des lieux, les entreprises seront tenues d'appréhender les conditions d'accès, d'approvisionnement, d'exécution de leur prestation afin de prévoir à leur offre toutes incidences de coût pour toutes solutions particulières avec moyens adaptés.

### **1.3.6.PROTECTIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES**

L'entreprise prévoira toutes les protections nécessaires à son intervention lors de la dépose des matériaux contenant de l'amiante (échafaudages intérieurs et/ ou extérieurs, garde-corps, harnais de sécurité, etc...).

### **1.3.7.RESTITUTION DES LOCAUX**

L'entreprise titulaire sera chargée du repli de l'ensemble des installations de chantier et du nettoyage complet des locaux (tous scotchs et/ou agrafes seront notamment retirés) avant restitution au lot « aménagement » par phase de travaux.

## **1.4 PROTECTION COLLECTIVE**

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

La protection collective mise en place devra être adaptée en fonction de l'analyse des risques et du taux d'empoussièrement attendu.

### **1.5 TRAVAUX PREPARATOIRES**

Quelle que soit la méthode d'exécution retenue et avant d'opérer, l'entreprise aura en charge :

- De s'assurer que le bâtiment est mis hors tension des circuits et équipements électriques qui se trouvent dans ou à proximité immédiate de la zone de travail, en concertation avec le Maître d'Ouvrage.
- Le retrait du lieu ou du local de travail de tous les composants, équipements ou parties d'équipement dont la présence risque de nuire au déroulement du chantier ou qui seraient, une fois les travaux exécutés, difficilement décontaminables. Cette élimination ne doit pas entraîner de dégradation du matériau à désamianter ; si cela s'avère impossible elle devra être effectuée après que le confinement ait été réalisé.
- De prendre toutes dispositions pour ne pas polluer les équipements qui n'ont pu être retirés de la zone de travail.
- D'obturer toutes les ouvertures donnant directement sur la zone à traiter (portes, fenêtres, bouches d'aération, gaines verticales...), par condamnation des ouvrants et calfeutrement soigné de toute leur surface par fixation d'un film étanche, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente.

### **1.6 ALIMENTATION ELECTRIQUE**

L'entrepreneur a pris connaissance des possibilités de branchement électrique depuis l'armoire d'étage. Elle devra prévoir un départ électrique indépendant, incluant un disjoncteur spécifique (4P63A).

L'ensemble des modifications du tableau pour ses besoins est à prévoir, y compris la remise en état après intervention.

À partir de ce branchement, il aura à réaliser l'alimentation électrique de l'ensemble de son installation.

Les éventuels disjonctions ou dégâts par un défaut électrique des installations seront à la charge de l'entreprise titulaire.

### **1.7 ALIMENTATION DU CHANTIER EN EAU**

L'entrepreneur a pris connaissance des possibilités de branchement eau avant la remise de son offre.



À partir de ce ou de ces points de branchement, il aura à réaliser l'alimentation en eau du chantier, et s'assurera de la bonne étanchéité de son installation.

Les éventuels dégâts des eaux engendrés par un défaut d'étanchéité des installations seront à la charge de l'entreprise titulaire.

### **1.8 BRANCHEMENT EAU USEES ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

Toutes les eaux résiduelles (douche, eaux de nettoyage, ...) doivent faire l'objet d'un traitement approprié avant leur rejet en milieu naturel, notamment au moyen d'une filtration (filtres à 5 microns) ou par toute autre disposition équivalente.

Les boues résiduelles et les filtres colmatés doivent être conditionnés comme les déchets amiante.

Une surveillance de l'eau évacuée après traitement devra être faite pendant toute la durée de l'opération, les résultats d'analyses seront consignés sur un registre. A cet effet, il sera prévu 1 fois par semaine et par zone une mesure du PH et des MES (matières en suspension).

Dans le cas où ils resteront en dessous de la valeur fixée par voie réglementaire en ce qui concerne le poids de matière totale en suspension par m3 d'effluent, ils pourront être déversés dans le réseau d'évacuation.

Dans le cas où les contrôles feront apparaître une valeur supérieure à celle autorisée, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer l'évacuation de ces effluents dans des conditions répondant à la réglementation.

### **1.9 CONFINEMENT DES ZONES DE TRAVAIL**

Le confinement des zones de travail devra respecter la réglementation et les différentes recommandations en vigueur, à savoir notamment le décret n°2012-639 du 4 mai 2012, le document INRS ED 6091 et l'arrêté du 8 avril 2013

### **1.10 REJETS, RENOUELEMENT D'AIR**

Air : Les unités déprimogènes assurent d'une part le confinement de la zone de travail, d'autre part le renouvellement d'air dans l'enceinte ; ces derniers doivent répondre aux critères et dimensionnement tel que décrit dans la note documentaire ND 2137-181-00 et dans l'arrêté du 8 avril 2013.

Les filtres retenant les poussières créent une perte de charge sans cesse croissante, ils doivent également répondre aux normes en vigueur.

Les unités déprimogènes doivent être maintenues en fonctionnement 24 H sur 24 H pendant toute la durée des travaux, ils doivent également être secouru via groupe électrogène.

Afin de répondre à la réglementation, par son décret 2012-639 du 4 mai 2012 ainsi que l'arrêté du 8 avril 2013, le dimensionnement de l'installation doit respecter un renouvellement d'air dimensionné en fonction du niveau d'empoussièrement attendu, avec, a minima, 60m<sup>3</sup> par heure par occupant.

L'air extrait devra bien évidemment être filtré avant rejet dans l'atmosphère avec en phase ultime de filtrage utilisation d'un filtre absolu à haut rendement soit 99.997 % (selon la norme NF X 18-022).

Les prélèvements et contrôles atmosphériques seront effectués aux sorties des extracteurs en application de la norme NF EN ISO 16000-7 et son guide d'application GA X 46-033.

Les installations et les appareils de protection collective, notamment les installations de captage, filtration et de ventilation, doivent être vérifiés au moins une fois par semaine. Les vérifications et leurs résultats sont mentionnés sur un registre.

Eau : l'enlèvement en phase humide ne doit pas théoriquement provoquer un écoulement d'eau polluée car il convient d'éviter une saturation excessive risquant précisément de provoquer la formation de flaques d'eau sur le sol. Les boues éventuelles seront évacuées comme les déchets.

Notons que, quelle que soit la technique d'enlèvement utilisée, l'eau des douches installées en zone centrale du sas d'accès devra être pareillement traitée, filtré à 5 microns.

### **1.11 DISPOSITION COMPLEMENTAIRE**

Mettre en place un balisage permanent pour toute la durée du chantier, à l'extérieur de la zone, visant à informer sur la nature des travaux et sur la présence d'amiante, et à en interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Limiter le nombre d'intervenants dans la zone travail.

Etablir un programme de surveillance des rejets et de l'atmosphère de la zone pendant toute la durée du chantier.

Limiter les émissions de fibres d'amiante dans l'atmosphère de la zone de travail en opérant par humidification au cœur du matériau par un produit d'imprégnation adapté. Le sol de la zone de travail doit être maintenu propre par un ramassage régulier des déchets et par nettoyage (par aspiration ou à l'aide d'un chiffon humide).

### **1.12 DISPOSITIONS PARTICULIERES AU SITE**

L'entrepreneur prévoira toutes les dispositions nécessaires à la mise en place de son matériel, gaines liaison extracteur groupe moteur, gaines amenées air pour maintien de la zone en dépression en fonction nécessité.

L'entrepreneur prévoira les platelages bois ou les supports nécessaires pour pose de ses groupes moteurs.

Si, durant les travaux d'enlèvement d'amiante, et après la mise en place des protections du confinement, ces protections sont endommagées, le travail sera immédiatement stoppé, les

protections réparées et les débris/résidus nettoyés à l'aide de procédures appropriées d'aspiration et de nettoyage humide.

Dès que les cloisonnements sont construits et renforcés de façon appropriée, mettre les unités déprimogène ou extracteurs en marche pour vérifier, à l'aide d'un test fumigène, suivant nécessité en fonction méthodologie de l'entreprise ; si les cloisonnements présentent des fuites, les réparer ou les reconstruire si nécessaire.

**Les installations de ventilation en fonctionnement permanent, tel que ventilateur de mise en dépression des zones traitées, devront en dehors des heures d'ouverture de chantier être conformes au décret N°2006-1099 relatif à la lutte contre le bruit de voisinage.**

**Les émergences entre le bruit d'équipement + bruit d'ambiance et bruit d'ambiance seul ne devront pas excéder les valeurs ci-dessous :**

Fréquence (Hz)	125	250	500	1000	2000	4000	dB(A)
Jour (7h-22h) (dB)	7	7	5	5	5	5	5
Nuit (22h-7h) (dB)	7	7	5	5	5	5	3

### **1.13 PROTECTION INDIVIDUELLE**

Les Equipements de Protection Individuelle seront choisis en accord avec l'arrêté du 7 mars 2013 afin d'assurer la protection des travailleurs en fonction de la réglementation en vigueur et du niveau d'empoussièrement attendu.

### **PREMIERS SECOURS**

Les conditions d'accès et de séjour en zone contaminée sont telles qu'il faudra fournir aux équipes d'intervenants les moyens nécessaires pour éviter tout accident. Ceci étant, une procédure précise connue de tous doit prévoir l'organisation des secours pour traiter d'une part un blessé léger sur le site et d'autre part, un blessé nécessitant l'intervention des secours extérieurs. A minima, 1 secouriste du travail doit se trouver parmi les opérateurs en zone.

### **HYGIENE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

#### **• Hygiène**

A chaque sortie de la zone contaminée, la douche est obligatoire. Les douches seront alimentées en eau à température réglable et en quantité suffisante pour tous les salariés. Savon, shampoing et serviettes de toilette seront mis à la disposition des salariés (comme il y a répétition de douches, on choisira des savons et shampoings doux).

#### **• Conditions de travail**

Le chef d'établissement détermine dans ses processus les mesures nécessaires afin de réduire au plus bas que techniquement possible l'émission de fibres afin que la

concentration moyenne d'air inhalé par un travailleur ne dépasse pas la limite de 100f/L sur 8h en Meta, comme indiqué dans le décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

Ce seuil est respecté lors du choix des appareils de protection des voies respiratoires selon le couple technique/matériau utilisé.

Afin de prendre en compte la pénibilité du travail, et pour respecter la réglementation, la durée de chaque vacation ne peut excéder 2h30 (du port du masque au retrait de celui-ci en fin de vacation) dans la limite de 6 heures par jour.

On privilégiera également les équipements assurant une protection contre les chocs à la tête.

- Entretien

Ces équipements ne pouvant être considérés comme consommables, ils devront faire l'objet d'un entretien rigoureux.

### **EQUIPEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Des vêtements jetables, au minimum 3, y compris les éléments de protection de la tête, des pieds et du corps seront fournis en quantité suffisante et dans des tailles adéquates pour tous les ouvriers et visiteurs autorisés : casques, lunettes de protection, gants en caoutchouc et / ou autres souliers liste non limitative.

## **1.14 PREVENTION POUR LA SANTE DES SALARIES**

### **RESTRICTION DU PERSONNEL AU RISQUE AMIANTE**

Le risque "amiante" et les conditions de travail liées aux situations vécues par les salariés utilisés pour ces travaux sont tels que les pouvoirs publics, via le code du travail, ont interdit l'affectation de salariés :

- jeunes de moins de 18 ans ;
- dont le contrat n'est pas un contrat à durée indéterminée ;
- n'ayant pas leurs aptitudes médicale à jours ;
- ni leur attestation de formation.

### **SURVEILLANCE MEDICALE**

La surveillance médicale renforcée, prévue par l'arrêté du 30 janvier 2012 relatif à l'organisation de la médecine du travail impose un suivi à l'appréciation du médecin du travail, le délai entre 2 examens ne pouvant être supérieur à 24 mois.

Ce suivi permet :

- de délivrer l'information et de sensibiliser le salarié au risque amiante, ainsi qu'aux facteurs susceptible de l'aggraver (tabagisme, polluants associés, etc...), et de renouveler ces informations chaque fois que nécessaire ;

- de dépister précocement une maladie professionnelle relevant des tableaux n° 30 et 30 bis du régime général et du tableau 47 pour le régime agricole, pouvant conduire le salarié à adresser une déclaration en vue d'une réparation ;
- d'évaluer le port des équipements de protection individuelle et les problèmes qui y sont éventuellement liés ;
- d'évaluer l'aptitude des salariés à travailler dans les conditions de pénibilité physique, voire psychologique.

Chaque travailleur affecté aux travaux de retrait de l'amiante devra attester d'une aptitude médicale délivrée par la médecine du travail et à disposition sur le chantier de désamiantage.

### **FORMATION**

Les salariés affectés à ces travaux feront l'objet d'une formation spécifique aux risques encourus dispensé par un organisme de formation agréé selon l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

#### **1.15 OUVRAGES CONTENANT DE L'AMIANTE**

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont les travaux de désamiantage et de dépollution se présentant ainsi :

- Revêtement de plafond : Enduit ciment + peinture noire (RDC) ;
- Revêtement de sol (sol et placard) : colle noire + ragréage (R+1) ;
- Réseaux Calorifuge amianté des réseaux eaux glacées ;
- Déchets liés aux travaux de retrait.

#### **Suivant les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux, annexés au présent CCTP :**

- DTA VERITAS, référence 12351022/S3.28.3 R, datant du 22/01/2022 ;
- DAT Amiante FMDC DIAGNOSTICS, référence 123533 06.09.24 A, datant du 25/10/2024.

#### **1.16 RESTITUTION DES LOCAUX, DES LIEUX OU DES INSTALLATIONS**

Avant toute restitution de chaque zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, il sera procédé :

- à un examen visuel interne (par la société de désamiantage) et externe (par un contrôleur visuel mandaté par la maîtrise d'ouvrage) incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées et une mesure en META;

- au nettoyage approfondi de ladite zone par aspiration avec un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité;
- à une mesure d'empoussièrement en META.
- Après ces opérations, il sera procédé à la mesure réglementaire d'empoussièrement dite libératoire à la charge de l'entreprise à la demande du Maître d'œuvre. Cette mesure sera effectuée par un organisme agréé et accrédité par le COFRAC pour le prélèvement et le comptage des fibres amiante. Ce prélèvement d'atmosphère sera effectué dans la zone de travail confinée.

Dès connaissance du résultat favorable (0 f/l), le Maître d'œuvre autorisera par écrit, l'entrepreneur à procéder au démantèlement du dispositif de confinement.

Pour la restitution des locaux, les mesures devront obtenir, conformément à la réglementation et la prescription de la maîtrise d'ouvrage, un niveau d'empoussièrement égal à 0 fibre/litre ;

Dans le cas où cette mesure ne serait pas satisfaisante, il appartiendra à l'entrepreneur d'engager toutes les actions correctrices dans le cadre de son forfait.

### **1.17 ELIMINATION DES DECHETS**

#### **DECHETS CONCERNES : LIBRES/LIEES**

Déchets issus des travaux de désamiantage :

Conformément à la réglementation en vigueur, les déchets générés par le chantier sont triés et emballés avec étiquetage amiante.

- La sortie des déchets des zones de désamiantage devra être effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Les déchets emballés seront stockés provisoirement dans une benne fermée à clef et protégée par des panneaux rigides.
- L'évacuation en fin de chantier, pour chaque tranche, sera effectuée par un transporteur agréé, vers le centre de stockage désigné dans le Bordereau.

Par déchets, il faut entendre, en plus des déchets d'amiante proprement dits, tous les matériaux, matériels et équipements ayant été en contact avec des fibres d'amiante.

#### **ELIMINATION**

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge dans le cadre du prix de son marché :

- toutes les manutentions de chargement et de déchargement des camions ;
- le pesage des déchets ;
- les frais et taxes à régler au lieu de décharge,

Et tous autres frais éventuels générés par l'enlèvement à la décharge des déchets.

Les déchets désignés ci avant seront à éliminer et évacués vers un centre de stockage classe 1.

La liste des installations de stockage classe 2 et classe 1 autorisées à accepter des déchets d'amiante est disponible à l'OPPBTP.

Le traitement des déchets devra se faire dans le plus strict respect de la réglementation en vigueur à ce sujet, et plus particulièrement au règlement transport des matières dangereuses par route (RTMDR).

### **CONDITIONNEMENT ET ETIQUETAGE**

Le conditionnement et l'étiquetage des déchets devront respecter la réglementation en vigueur, tel que le décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

### **TRANSPORT**

Le transporteur devra justifier de son agrément classe 9 (ADR) pour ce type de transport.

### **BORDEREAU DE SUIVI**

Les " bordereaux de suivi des déchets contenant de l'amiante " devront être établi et suivi selon la réglementation en vigueur.

### **TRAITEMENT DES EFFLUENTS DES ZONES DE TRAVAUX**

Les effluents en provenance de la ou des zones de travaux devront être contrôlés en permanence.

Dans le cas où ils resteront en dessous de la valeur fixée par voie réglementaire en ce qui concerne le poids de matière totale en suspension par m3 d'effluent, ils pourront être déversés dans le réseau d'évacuation.

Dans le cas où les contrôles feront apparaître une valeur supérieure à celle autorisée, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer l'évacuation de ces effluents dans des conditions répondant à la réglementation.

Les eaux de lavage seront récupérées à la sortie de douche et aux points de ramassage des autres lavages et devront passer par une série de filtres avant rejet à l'égout ou en milieu naturel.

## **1.18 ORGANISATION DES CONTROLES**

### **CONTROLES REGLEMENTAIRES**

L'entreprise aura en charge d'effectuer les contrôles réglementaires d'empoussièrement en zone et des eaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ces contrôles, en META, comprendront :

- Un point zéro sur 24h ;
- Pendant l'installation du chantier, sur porteur ;
- Pendant le montage du confinement, sur porteur ;

- Pendant la sortie des déchets, sur porteur ;
- Avant l'inspection visuelle, sur 4h ;
- Mesure libératoire, sur 24h ;
- En fin de travaux après déconfinement, sur 24h.
- Mesure d'empoussièrement META de surveillance des rejets dans l'atmosphère des extracteurs de mise en dépression suivant la méthodologie entreprise.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'effectuer à ses frais, pendant les travaux, toutes les mesures et contrôles qu'il jugera nécessaire.

Nota : L'ensemble de ces contrôles réglementaires devra faire l'objet de procès-verbaux, les résultats seront consignés dans un registre spécial, qui sera tenu en permanence à la disposition du Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et organismes officiels.

Dans le cas où les Mesures libératoires seraient non-conformes, c'est à dire supérieurs à 5 f/l, la ventilation de la zone en dépression serait maintenue et de nouvelles mesures seraient réalisées après un nettoyage complémentaire. Ces nouvelles mesures seraient évidemment à la charge du présent lot.

Ces contrôles seront effectués par un laboratoire accrédité COFRAC pour procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis et dans l'atmosphère des lieux de travail.

Le laboratoire procédera au comptage des poussières d'amiante par microscopie électronique à transmission analytique conformément à la réglementation en vigueur (norme NF X 43-050).

L'entreprise prévoira les dispositions câble et prise pour alimentation des Appareils de Mesure de l'organisme agréé à proximité de l'endroit à définir pour les mesures.

Dans le cas où les Mesures de restitution et/ou l'examen des surfaces seraient non-conformes, l'entreprise devra effectuer un nettoyage complémentaire et de nouvelles mesures seraient réalisées. Ces nouvelles mesures seraient évidemment à la charge du présent lot.

### **ALERTES**

Si le niveau d'empoussièrement dépasse le niveau estimé dans le document unique d'évaluation des risques professionnelles et que le respect de la VLEP n'est plus garanti, les opérations doivent être suspendus jusqu'à la mise en œuvre de mesures propres à remédier à cette situation.

Si le niveau d'empoussièrement en zone dépasse le 3e niveau, les travaux sont arrêtés jusqu'à la mise en œuvre de mesures compensatoires afin de redescendre le niveau de fibres émises.



Si le niveau d'empoussièrement en mesure environnementale est supérieur à 5 fibres par litres, les travaux sont arrêtés et le maître d'ouvrage, le préfet ainsi que l'inspection du travail seront prévenus.

Les travaux ne pourront reprendre qu'après corrections sur le confinement, nettoyage général et nouveaux tests de fumées.

## **1.19 SECURITE CHANTIER**

### **PREVENTION ET SECURITE**

L'entrepreneur devra assurer la sécurité sur le chantier tant des ouvriers que des tiers, dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

Il prendra toutes les dispositions quelles qu'elles soient, nécessaires à cet effet.

Tous les frais de matériels, de main-d'œuvre et autres sont implicitement compris dans le prix du marché.

Avant les installations de chantier, une visite du site sera effectuée par l'entrepreneur en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du CSPS.

Au cours de cette visite, et en vue des mesures de prévention et de sécurité à prendre, l'entrepreneur :

- définira la ou les zones de confinement ;
- matérialisera les zones à risques ;
- déterminera les accès du personnel, les circulations des véhicules et des engins, les aires de stockage, etc., et il prendra connaissance de tous autres éléments pouvant avoir une influence sur la prévention et la sécurité.

L'entrepreneur établira ensuite le dossier et le plan de prévention PPSPS complémentaire au plan de retrait à remettre :

- au coordonnateur chargé de la mission de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Ce dossier comprendra toutes les pièces demandées par la réglementation concernée.

Il comprendra notamment :

- la description des processus envisagés pour les travaux ;
- la nature et les caractéristiques des matériels à utiliser ;
- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention particuliers envisagés;
- les instructions particulières à remettre au personnel.

Les travaux ne pourront en aucun cas commencer avant approbation du dossier par l'organisme susvisé, et l'entrepreneur devra, le cas échéant, apporter tous compléments et modifications voulus pour obtenir cette approbation.

**REGISTRES**

- Les registres mentionneront l'information et seront la mémoire du chantier.
- Le registre d'accès au chantier concernera les admissions des travailleurs et des visiteurs.
- Le registre matériel concernera les changements les filtres des appareils respiratoires, les aspirateurs, les systèmes de ventilation unité déprimogène et autres contrôles techniques.
- Les problèmes importants rencontrés par l'entrepreneur lors de l'exécution devront être signalés au Maître d'Œuvre ainsi que les solutions pour y remédier, déclaration accident, pannes d'équipement et de matériel.
- Le bordereau de suivi des déchets défini au chapitre 20 " Transport " devra être remis au Maître d'Œuvre.

**SECURITE ACCES**

- La zone de travail sera accessible uniquement au personnel autorisé reconnu apte par le médecin du travail, ayant suivi une formation et muni des équipements de protection adéquats, c'est à dire les employés de l'Entrepreneur, les représentants du Maître d'Ouvrage, les inspecteurs locaux et nationaux, les personnes du laboratoire agréé et toute autre personne désignée.
- L'entrée dans la zone de travail de personnes non autorisées sera immédiatement notifiée par l'entrepreneur aux responsables du projet.
- Un registre des ouvriers sera déposé dans la zone "saine " du système de décontamination. Toute personne pénétrant dans la zone de travail devra, pour chaque entrée, y inscrire son nom, titre, heure, entrée et heure de sortie.
- L'accès à la zone de travail se fera par l'intermédiaire d'un système de décontamination individuel dont l'emplacement, ainsi que celui du conducteur de déchets, sera déterminé par l'Entrepreneur, en accord avec les responsables du projet, avant le début et pendant l'avancement des travaux. Tous les autres moyens d'accès (portes, fenêtres, couloirs, etc...) seront bloqués ou verrouillés afin de prévenir toute entrée ou sortie de la zone de travail.

L'entrepreneur vérifiera la sécurité de la zone de travail pendant les travaux, partout où cette vérification est possible.

**PLAN D'URGENCE**

- Le plan d'urgence sera arrêté avant le début des travaux d'enlèvement en concertation avec le Médecin du Travail, les Sapeurs-Pompiers, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.
- Les procédures d'urgence seront mises par écrit et seront affichées, en évidence, dans le local "sain" et le local d'équipements des ouvriers du système de décontamination.

Avant de pénétrer dans la zone de travail, toute personne devra lire et signer ces procédures pour prendre connaissance et afin de comprendre le plan d'évacuation du chantier, la localisation des sorties de secours et les procédures d'urgence.

- Les employés et ouvriers recevront une formation sur les procédures d'évacuation en cas de danger dans la zone de travail.
- Lorsque leur vie n'est pas en danger, les travailleurs et/ou les employés blessés ou en incapacité de travail seront décontaminés selon les procédures habituelles, si nécessaire avec l'aide de leurs camarades avant de quitter la zone de travail, afin de recevoir un traitement médical approprié.
- Lorsqu'il s'agit de blessures ou de maladies mettant leur vie en danger, les mesures de décontamination céderont la priorité aux mesures visant à stabiliser l'état du blessé et à l'évacuer hors de la zone de travail, afin de lui apporter le traitement médical approprié.
- Les numéros de téléphone de toutes les personnes devant intervenir en cas d'urgence seront affichés bien en évidence dans le local "sain" et le local équipement, de même que l'emplacement du téléphone le plus proche.

Les matériaux contenant de l'amiant dont la nature et la localisation sont précisées dans le « rapport de repérage des matériaux contenant de l'amiant » n°21917793/S2.5.3.rev2.R, établi le 21 Mai 2024 par Bureau Veritas, sont les suivants :

- Dalles de sol et colle au RDJ,

Le titulaire du lot ayant visité les locaux et pris en compte toutes les contraintes inhérentes pour son désamiantage, **l'obtention de l'accord de l'inspection du Travail sur son plan de retrait est une obligation de résultat.**

Il ne pourra être accordé aucune plus-value sur l'offre remise lors de l'appel d'offres pour réaliser des travaux complémentaires afin d'obtenir l'accord de l'inspection du travail.

## **1.20 TRAVAUX DIVERS**

L'entreprise aura à sa charge les installations de chantier, l'ensemble des branchements provisoires nécessaires à la réalisation des travaux (électricité, eau).

Enfin, l'entreprise aura en charge les protections provisoires de confinement et mécanique séparant les zones occupées par les agents des zones de travaux.

## 2 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 2.1 TRAVAUX DE DEMOLITION / DEPOSE

#### 2.1.1. LISTE DES PRESTATIONS

Le titulaire du présent lot aura en charge la dépose et l'évacuation de l'ensemble des éléments nécessaires au réaménagements partiel du RDC et R+1, à savoir :

- La dépose des cloisons et murs non conservés ;
- La dépose de la rampe située au niveau de la cafétéria ;
- La dépose des portes non conservés ;
- La dépose de la cuisine ;
- La dépose des plinthes existantes ;
- La dépose des habillages et placards non conservés ;
- La dépose de l'ensemble des faux plafonds démontables non conservés (les éléments en bon état seront remis à la MOA pour son stock de rechange) ;
- La dépose du coffrage d'habillage ;
- La dépose du faux plancher ;
- La dépose du revêtement de sols ;
- La gestion des bennes pour l'ensemble des lots.

Ces démolitions comprennent :

- Evacuation des gravois à la décharge,
- Les protections, le nettoyage.

Ces travaux comprennent la démolition, l'évacuation, le tri, et la reprise de tous les raccords en vue de la finition complète des ouvrages.

L'entreprise devra toutes sujétions de protection et de cantonnement au droit des zones conservées.

L'entreprise devra le bouchage de l'ensemble des réservations existantes non réutilisées par les corps d'état techniques. Compris toutes sujétions pour rétablissement de degré Coupe-Feu.

**L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que tous les travaux bruyants à l'intérieur des locaux existants devront être réalisés, suivant un planning d'intervention validé le maitre d'ouvrage et suivant des horaires bien précis afin de limiter au mieux la gêne des utilisateurs.**

Localisation : Suivant nouvel aménagement des locaux.

#### 2.1.2. DETAIL DES PRESTATIONS

Les travaux de dépose, conformément aux prestations détaillées ci-dessus, seront réalisés selon les indications fournies dans le plan unique de dépose :

- DGAC\_BAT 401\_DCE\_ PLAN DEMOLITION DESAMIANPAGE -> DE02

Ce plan identifie toutes les zones concernées par les travaux de dépose.

L'entreprise titulaire devra la fourniture et la gestion des bennes pour l'ensemble des corps d'état, ainsi que les frais inhérents.

## **2.2 TRAVAUX DE DESAMIANPAGE ET LIMITE DE PRESTATION**

### **2.2.1.LISTE DES PRESTATIONS**

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont les travaux de désamiantage et de dépollution se présentant ainsi :

- Revêtement de plafond : Enduit ciment + peinture noire (RDC) ;
- Revêtement de sol (sol et placard) : colle noire + ragréage (R+1) ;
- Réseaux hydrauliques avec calorifuge amianté ;
- Déchets liés aux travaux de retrait.

**Le retrait sera réalisé dans le cadre de la sous-section 3, niveau 2 d'empoussièrement avec confinement dynamique.**

Tous ces travaux seront à réaliser dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur avec enlèvement en décharges de classe 1 ou 2 selon matériaux.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les travaux, installations, équipements collectifs et individuels, et autres quels qu'ils soient, nécessaires pour assurer la protection de la santé des personnes, dans les conditions définies par la réglementation.

Le prix du marché comprendra également l'enlèvement des déchets, l'évacuation des eaux résiduaires et l'évacuation des poussières collectées par les aspirations.

### **2.2.2.PLAN DE RETRAIT**

Le titulaire du présent lot, après avoir visité les locaux et pris en compte les contraintes spécifiques liées au désamiantage, devra obtenir l'accord de l'inspection du Travail sur son plan de retrait.

Lors de la soumission de son offre, l'entreprise devra fournir ce plan dans les délais impartis.

Il devra inclure les éléments suivants :

- Les caractéristiques et informations générales du chantier ;

- La description de l'environnement de chantier et les conditions spécifiques liées aux travaux ;
- La localisation précise de la zone à traiter ;
- La quantité d'amiante manipulées ;
- Les détails relatifs aux intervenants, incluant le nombre de personnes affectées au chantier,
- La date de commencement et la durée prévisionnelle des travaux ;
- Le nombre des intervenants impliqués ;
- La méthodologie et les procédures d'intervention à mettre en œuvre ;
- Le programme des mesures d'empoussièrement liée aux processus mis en œuvre ;
- Les mesures de contrôle d'empoussièrement prévues ;
- Les caractéristiques des équipements de protection et de décontamination des travailleurs, ainsi que les dispositifs pour protéger les autres personnes présentes sur le site ou à proximité des travaux ;
- Les caractéristiques des équipements prévus pour l'évacuation des déchets amiantés ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les dossiers techniques et les notices de poste ;
- Les bilans aérauliques prévisionnels (spécifiquement pour les travaux réalisés sous confinement) ;

### **2.2.3. INSTALLATIONS DE CHANTIER SPECIFIQUE AU RETRAIT DE L'AMIANTE**

Pour réaliser les travaux de désamiantage dans les meilleures conditions et en conformité avec la réglementation, le déroulement des travaux objet du marché, doit être le suivant :

- Mise en place des installations de chantier.
- Préparation de la zone à traiter :
- Mise hors tension des installations électriques (partielle ou complète suivant zone) à réaliser par le titulaire du présent lot, et validé par PV de consignation.
- Cette consignation sera faite conjointement avec le lot « électricité ».
- Dépose éventuelle des équipements techniques nécessaires à la réalisation des travaux de retrait (appareils d'éclairage, terminaux, etc.).
- Mise en place d'une armoire électrique de chantier, à réaliser par le titulaire du présent lot, validé par PV de conformité et par un bureau de contrôle indépendant.
- Mise en place d'un sas à cinq compartiments pour accès personnel.
- Isolation de la périphérie de la zone (portes, cloisons, menuiseries extérieures, allèges, aérations, etc.).
- Mise en place de protection polyane étanche au sol et au pourtour de la zone.
- Mise en place de l'installation d'épuration d'air et de mise en dépression (À partir niveau 2 d'empoussièrement attendu).
- Essais à la fumée de la qualité de l'étanchéité et de la dépression de la zone.
- Protection des tuyauteries, de toutes natures, gênantes pour l'exécution des travaux ainsi que des installations électriques et autres.

- Neutralisation et/ou isolation des installations de ventilation / évacuation des fumées / soufflage / aération / chauffage à air chaud, le cas échéant, avec si nécessaire démontage des gaines ou autres éléments gênants pour l'exécution des travaux.
- Enlèvement des équipements et matériels se trouvant dans la zone ou protection de ceux devant rester en place.
- Et tous travaux nécessaires et exigibles par la réglementation ou l'inspection du travail.

Mise en place d'une signalisation extérieure donnant toutes indications sur le danger des travaux en cours et devant empêcher l'accès à toute personne non autorisée.

Exécution des travaux d'enlèvement de l'amiante.

Mise en doubles sacs des matériaux déposés ou contaminés ainsi que de tous les matériels, équipements, etc. contaminés, sortie et mise en récipients, tout au long des opérations de retrait de l'amiante.

Transport des déchets et traitement dans un Centre de stockage autorisé.

Démontage et repli des installations de chantier et remise en état d'origine des emplacements.

La stratégie d'échantillonnage de repli de chantier devra être en conformité avec la norme NF EN ISO 16000-7 et son guide d'application GA X46-033. Restitution et Mesure(s) d'empoussièrement de restitution des locaux.

#### **2.2.4. DEPOSE DES REVETEMENTS AMIANTES SITUES EN PLAFOND**

Dépose des matériaux amiantés en plafond, conformément aux rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux (cf. point 1.5), ainsi qu'au plan de désamiantage de la zone :

- DGAC\_BAT 401\_DCE\_ PLAN DEMOLITION DESAMIANPAGE -> DE01

Les travaux seront réalisés par l'entreprise, dans le respect de la réglementation amiante en vigueur.

La gestion des déchets et le nettoyage de fin de chantier sont compris dans la prestation.

#### **2.2.5. DEPOSE DES REVETEMENTS DE SOLS AMIANTES**

Dépose des dalles et colles amiantées, conformément aux rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux (cf. point 1.5), ainsi qu'au plan de désamiantage de la zone :

- DGAC\_BAT 401\_DCE\_ PLAN DEMOLITION DESAMIANPAGE -> DE01

Les travaux seront réalisés par l'entreprise, dans le respect de la réglementation amiante en vigueur.

La gestion des déchets et le nettoyage de fin de chantier sont compris dans la prestation.

## **2.3 DECONNEXION DES RESEAUX ET TERMINAUX**

Le titulaire du présent lot est responsable de la déconnexion complète de tous les réseaux et terminaux situés dans les zones d'intervention. Cette déconnexion comprend notamment :

- Les flexibles de raccordement ;
- Les colliers, supports et accessoires liés ;
- Les équipements techniques amovibles (robinetterie, terminaux de chauffage, prises, grilles d'aération, etc.).

Ces opérations doivent être réalisées en coordination avec les autres corps d'état pour garantir la sécurité des interventions et la continuité des installations hors zone de travaux.

## **2.4 DEPOSE DES CANALISATIONS**

### **2.3.1. ORIGINE DES INSTALLATIONS :**

Le bâtiment, construit entre 1964 et 1966, contenait de l'amiante, notamment sur les bandes recouvrant les canalisations et les coquilles d'isolation. Bien que certaines coquilles aient été remplacées lors de maintenances ponctuelles, la présence d'amiante sur les bandes sous le calorifuge nécessite un retrait complet des réseaux, à partir du sous-sol. L'étage, ajouté ultérieurement, a fait l'objet de modifications des réseaux en raison du réagencement des pièces, ce qui rend le remplacement des installations plus rapide et plus pratique. De plus, l'oxydation avancée des canalisations renforce cette nécessité de remplacement.

### **2.3.2. DEPOSE DU RESEAU HYDRAULIQUE AVEC CALORIFUGE AMIANTE**

Les travaux concernent la dépose complète du tuyau et du calorifuge contenant de l'amiante, présent sur les réseaux d'eaux glacées, en apparent ou en faux plafond, sauf réseau existant conservé.

L'entreprise en charge de cette opération devra être certifiée selon la norme en vigueur et respecter les dispositions réglementaires relatives à la prévention des risques liés à l'amiante.

L'intervention devra être précédée d'un plan de retrait validé, accompagné d'une analyse de risque et d'un mode opératoire détaillé. Les déchets amiantés seront conditionnés, étiquetés, transportés et éliminés dans des filières agréées, avec traçabilité complète.



Une attention particulière sera portée à la protection des intervenants, des autres corps d'état, et des occupants éventuels des locaux, ainsi qu'au nettoyage de la zone après intervention.

## **2.5 GESTION DES BENNES POUR L'ENSEMBLE DES LOTS**

L'entreprise devra prévoir l'installation de bennes sur le chantier, pour stockage des gravois de tous les lots, y compris déchargement et évacuation pendant toute la durée des travaux. Le nombre de bennes devra permettre le tri sélectif par matériau.

## **2.6 NETTOYAGE FINAL APRES DEPOSES**

Avant OPR et avant réception et ce afin de livrer les locaux en parfait état de propreté, l'entrepreneur procédera au nettoyage général très fin de tous les locaux.

Sa prestation comprendra :

- Balayage de tous les locaux,
- Lavage des sols existants et créés,
- Nettoyage de tous les ouvrages de menuiseries intérieures,
- Nettoyage des plinthes de toutes natures,
- Nettoyage des éléments en stratifié,
- Lavage des vitrages des menuiseries extérieures,
- Enlèvement des protections sur les ouvrages livrés finis,
- Le nettoyage approfondi de l'ensemble du carrelage et faïences existantes dans les blocs sanitaires existants,
- Nettoyage des revêtements muraux,